

origines préservées dans la Bible. Qui plus est, à l'origine, ce récit aurait existé de manière indépendante, sans relation avec les patriarches du Sud, et aurait traité des origines des Fils de Jacob transjordanien. Ces derniers ne furent identifiés avec Israël que lors de la première version écrite du récit sur Jacob, au huitième siècle avant l'ère chrétienne. Enfin, ce n'est qu'autour du sixième siècle avant l'ère chrétienne que Jacob fut lié à Abraham et devint le premier ancêtre, démontrant ainsi la primauté de Juda sur Israël. Dans ces deux chapitres, les auteurs accordent une attention particulière à la façon dont les traditions du nord (Israël) migrèrent vers le sud (Juda), après la conquête d'Israël par les Assyriens en 720 avant l'ère chrétienne, et au processus qui conduisit à la fusion des traditions nordistes et sudistes. Finkelstein est l'auteur du cinquième chapitre qui porte sur les traditions relatives à l'Exode (177–221). Dans ce chapitre qu'on ne peut résumer dans les détails, il montre que les traditions de l'Exode et de l'errance au désert sont le résultat de nombreux siècles d'accumulation et de développements, oraux puis écrits, et d'une longue et complexe histoire rédactionnelle, qui servit notamment l'idéologie de Juda, aussi bien sous le règne du roi Josias que sous le règne des Perses, au retour de l'exil. Dans le dernier chapitre, Römer défend deux principales thèses : il existait une tradition de l'Exode sans Moïse ; Exode 3 et 6 ne sont pas des textes historiques et ne sont pas antérieurs au sixième siècle, mais ils pourraient préserver une mémoire ancienne relative à l'adoption par Israël de la divinité Yhwh, qui n'était pas une divinité autochtone mais importée du sud (223–256).

En somme, ce livre illustre avec brio que la rencontre entre l'archéologie et l'exégèse historico-critique est non seulement envisageable, mais souhaitable, et qu'il est possible qu'un exégète cesse de considérer l'archéologie comme une science auxiliaire et qu'un archéologue renonce à concevoir l'archéologie comme la seule discipline qui peut trancher de manière certaine les questions d'historicité débattues par les exégètes.

Jean-Jacques Lavoie
Université du Québec à Montréal

Les catholiques québécois et la laïcité

David Koussens et Catherine Foisy (dir.)

Québec : PUL, 2018. 393 p.

C'est un ouvrage substantiel et éclairant que nous proposent David Koussens et Catherine Foisy. On y esquisse une impressionnante cartographie, dans laquelle faits, perspectives, référentiels conceptuels et grilles d'analyse se déploient, divers et pénétrants. Est ainsi brossé un riche panorama factuel et critique, qui constitue une contribution utile, novatrice même à certains égards. En ces temps de variation sur un même thème, on se réjouira d'y trouver une belle fraîcheur du regard et peu de redites.

Trois blocs de contributions composent ce collectif – quatre, si on y ajoute un quatrième bloc en mode d'épilogue, que l'éditeur place en quatrième partie, mais que les responsables de la publication incluent dans les « trois parties significatives » (7) de l'ouvrage.

La première partie campe historiquement le décor et établit les antécédents et aboutissants de ce qui a marqué les années de la Révolution tranquille. Geneviève Zubrzycki ouvre le jeu avec une étude sur les ruptures observées dans la « construction narrative et iconique de la canadienité française » (19), spécifiquement en ce qui a trait aux représentations du personnage de saint Jean-Baptiste, le patron national qui a été au centre des manifestations de la Saint-Jean. L'auteure s'emploie à repérer le pouvoir d'action des symboles dans l'enchaînement des événements – en l'occurrence, celui qu'exprime la figure du saint patron dans la transformation de l'identité nationale. Avec nuance, évidemment, puisque la statue du géant, qui avait dûment remplacé le garçonnet frisé, a bel et été renversée de son char, mais sans que le régime constitutionnel dénoncé n'en soit modifié.

Dans le chapitre deuxième, Gilles Routhier s'applique à cerner le parcours de l'adhésion des catholiques québécois et de leur épiscopat à une posture de « catholicisme citoyen », adoptée non sans tensions ni reculs, mais selon une courbe assez nette entre 1960 et 2008. S'inspirant du modèle de Bourdieu sur la construction du champ social et de ses pôles – législation, innovation, reproduction –, il montre comment s'est opéré ce positionnement catholique, comment aussi, dans le dernier segment de la période considérée, et notamment avec la montée en visibilité du Cardinal Ouellette, ce positionnement s'est infléchi vers des attitudes moins conciliantes.

Dans le troisième chapitre, Martin Roy se concentre sur un exemple de catholicisme couramment qualifié « de gauche », celui de la revue *Maintenant* entre 1962 et 1968. Il y montre comment la revue a fait la promotion de deux modèles de laïcité : d'abord, celui d'une « laïcité pluraliste », une façon de liquider l'idéal de chrétienté et de pouvoir accueillir l'ensemble des familles spirituelles et religieuses sans domination de la religion majoritaire ; puis, celui d'une laïcité « ouverte », affirmant à la fois la neutralité de l'État et la liberté assurée aux diverses religions. À travers cette évolution, « les chrétiens de *Maintenant* », écrit l'auteur, « ont conservé une vision englobante de la vie de foi qui impose une forte présence religieuse aux institutions dites neutres » (135).

Dans la foulée des regards croisés qu'il applique depuis plusieurs années aux évolutions québécoises dont il a une connaissance visiblement solide, Jacques Palard se penche, dans le chapitre quatrième, sur le rôle des acteurs catholiques dans le processus d'émergence des politiques publiques sanitaires et sociales. Par-delà les dynamiques de déliaison qu'il y identifie, ne lui échappent pas les alliances des uns et des autres dans leur volonté de rompre avec la mainmise des femmes sur le système de santé. Une fois de plus, Palard met en lumière la fonction matricielle de la régulation religieuse au Québec et ses prolongements dans l'émergence des nouvelles régulations étatiques – « une métamorphose, qui ne serait ni foncièrement révolutionnaire ni véritablement tranquille », conclut-il (160).

Louis-Georges Deschênes clôt cette première partie avec un propos qui, exemples à l'appui qui en illustrent le caractère bidirectionnel, montre comment sont liés l'aménagement spatial du territoire québécois et les découpages pratiqués par l'Église catholique, spécialement en ce qui a trait à la délimitation des territoires des diocèses.

La deuxième partie de l'ouvrage cible l'évolution scolaire du Québec. Elle s'ouvre avec un propos de Guy Rocher, qui tient à la fois du récit et de l'analyse, puisant dans une

connaissance, directe et devenue rare, des travaux de la Commission Parent et de leur contexte. L'auteur montre comment, sans procéder à une déconfectionnalisation proprement dite, les décisions découlant des recommandations du Rapport Parent ont, même sans pouvoir lever le verrou constitutionnel, nettement engagé le système scolaire québécois sur la voie de la laïcité.

Suit une étude de Stéphanie Tremblay qui, en analysant les dossiers de contestation judiciaire de Drummondville et de l'école Loyola, s'emploie à mettre en lumière la diversité observée dans les critiques catholiques relatives au cours d'Éthique et culture religieuse (ÉCR). Pour éclairer les stratégies d'adaptation qui y sont à l'œuvre, l'auteure recourt aux archétypes du traditionalisme, de l'accommodation et du fondamentalisme, qu'elle utilise pour identifier les différentes visions du pluralisme et de la sécularisation qui s'y déploient. L'auteure conclut que la diversité repérée est susceptible d'entraîner, différentes selon les cas considérés, des conséquences significatives pour le « pacte démocratique ».

Dans la troisième contribution de cette troisième partie, Louis-Philippe Lampron, selon une approche plus proprement juridique, revient sur les cas étudiés dans le chapitre précédent – Drummondville et Loyola. Il montre comment les arrêts de la Cour suprême confirment que le projet même du cours ÉCR est constitutionnellement valide pour l'ensemble des écoles, mais que, dans le cas des établissements confessionnels, pour lesquels il estime que des ajustements seraient nécessaires, on se trouve tout de même à « percer la bulle » de la confessionnalité, en légitimant « d'autres valeurs que celles qui sont au cœur de l'établissement confessionnel ».

La troisième partie de l'ouvrage propose des analyses qui ouvrent résolument sur ce qui est décrit comme les « nouveaux enjeux de la laïcité ». Elle est inaugurée par une étude de Bernard Gagnon sur les positions de Charles Taylor, dont l'auteur fait affleurer à la fois les variations et la continuité, citant à cette fin des écrits peu connus remontant aux années 1960. Cette continuité se manifesterait dans une certaine vision religieuse et « romantique » des enjeux communautaires et identitaires, insolubles sans d'exigeantes perspectives de communion et d'harmonie. Cette vision ferait dès lors apparaître comme un « compromis » les recommandations du Rapport Bouchard-Taylor sur l'interdiction du port des signes religieux par certains fondés de pouvoir publics.

David Koussens prend le relais avec une analyse des positions des évêques catholiques québécois sur les législations québécoise (Projet de loi 84) et canadienne (Bill C-38) concernant l'ouverture du mariage civil aux conjoints de même sexe et sur la redéfinition du mariage civil qui s'y rattache. L'auteur fait voir comment les positions de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) y ont été plus « orthodoxes » que celles de l'Assemblée des évêques catholiques du Québec (AECQ), l'une et l'autre n'ayant pas le même statut de « conférence épiscopale » et n'évoluant ni dans un environnement également sécularisé, ni dans une proximité sociale équivalente, ces différences induisant des positionnements différents en matière de laïcité.

Analysant les diverses positions des catholiques lors du débat parlementaire sur le projet de loi 60 (« Charte des valeurs »), Catherine Foisy montre ensuite comment ce débat révèle un éventail d'approches, qui mobilisent des perspectives allant de l'hostilité anti-religieuse à la défense des rapports d'égalité entre homme et femmes, de l'ancrage

mémorial dans le récit de la Révolution tranquille à l'affirmation d'une sorte de catho-laïcité et à la promotion du discours catholique tel que soutenu par l'AECQ et le Centre Justice et foi. L'auteur conclut que, entre l'hypothèse de la présence massive d'une image négative de la religion et celle d'une volonté de collaboration inspirée par la mouvance conciliaire, c'est la première qui se vérifie le plus nettement. Cela traduirait une tenace transmission d'une lecture négative de l'héritage catholique québécois.

Dans un propos de caractère plus théorique, Jean-François Laniel s'interroge sur les tenants et aboutissants du binôme Religion-Culture, s'intéressant spécialement à la perspective redevenue possible d'une analyse féconde des rapports du religieux et du culturel et d'un dialogue renouvelé entre la jeune sociologie de la laïcité, la sociologie de la religion et la sociologie historique. En fait, le débat québécois du religieux et du culturel serait une arène où s'affrontent et se nourrissent des positions diversifiées : dissociation de la culture et de la religion, culturalisation du religieux, caractérisation religieuse de la culture. Distinction et liaison seraient ici toutes deux aussi inéluctables.

Dans le dernier chapitre de cette troisième partie, Raymond Lemieux se demande si, par-delà la « noirceur » dans laquelle on a coutume de plonger la longue période d'avant la Révolution tranquille, il n'y aurait pas eu des ancrages, timides mais significatifs, d'une gestion non religieuse – laïque ? – des dynamiques socioreligieuses québécoises. Le propos évoque une sorte de « protolaïcité » québécoise, finalement plus sophistiquée que ce que laisseraient entendre bien des clichés reçus.

L'ouvrage se termine avec une quatrième partie, intitulée « et si la messe n'était pas dite ? », dont le chapitre unique, sous la signature de Sara Teinturier, étudie les références religieuses des étiquettes qui foisonnent actuellement dans les microbrasseries du Québec. Patrimonialisation et syncrétisme y sont conjointement mobilisés pour rendre compte de la complexité de dynamiques qui tiennent à la fois de la sécularisation et de la diversification des « demandes » en matière religieuse et spirituelle. « Simples crottes de mouches sur le papier peint de la vie ? », s'interroge l'auteure, citant H. S. Becker en conclusion. Parant d'emblée tout reproche de légèreté de l'objet étudié, la réponse est nette : ce type d'analyse permet d'« échapper aux idées communes et d'étudier la gamme complète des activités sociales, sans exclusive » (382).

Cet ouvrage de grande qualité rappelle utilement un fait, banal en apparence seulement : les catholiques québécois ont pleinement participé à l'évolution du Québec vers une société sécularisée et laïque. Personne ne devrait évidemment s'étonner que les catholiques – fervents, distants, décrochés ou en rupture militante – aient été aux premières lignes. Comment aurait-il pu en être autrement dans une collectivité où pratiquement tous les francophones ayant quelque moyen d'agir étaient issus de milieux et d'institutions de tradition catholique ? *Les catholiques québécois et la laïcité* a le mérite de déployer la diversité des tendances et des positions et de dépasser ainsi les poncifs selon lesquels, résistants ou victimes, les catholiques québécois auraient été surtout des adversaires de la sécularisation et de la laïcisation de la société québécoise.

Pierre Lucier
Université du Québec à Montréal